situation pour leur émancipation propre.

1867. — Congrès de Lausanne. — « Il ne suffit pas de supprimer les armées permanentes pour en finir avec la guerre mais une transformation de tout l'ordre social est à cette fin également nécessaire ».

1867. — Congrès de Bruxelles. — « Cesser le travail dans le pays en cas de guerre ».

En 1868, le même Conseil Général, sur lequel Karl Marx exercait une influence prépondérante, écrivait dans un manifeste aux Trade-Union « les bases de la société doivent être dans la fraternité des travailleurs, au-dessus des mesquines rivalités nationales ». **Le travail n'a pas de patrie.** (**Les ouvriers n'ont pas de patrie.** Manifeste Communiste).

En 1883, le Congrès de Paris, revendique la substitution des milices populaires aux armées permanentes.

En 1893, le Congrès de Zurich, déclare que la « social-démocratie révolutionnaire internationale doit s'insurger avec la plus grande énergie contre les aspirations chauvines des classes dirigeantes.

Quatre représentants des partis ouvriers sont tenus de refuser les crédits militaires et de protester contre le maintien des armées permanentes.

Au Congrès de Paris (1900), « les députés socialistes de tous les pays sont inconditionnellement tenus de voter contre les dépenses militaires, navales et contre les expéditions coloniales ».

Le Congrès de Stuttgart (1907) affirme que « si la guerre éclatait néanmoins, les socialistes ont pour devoir d'intervenir pour en hâter la fin et **tirer de toute façon parti de la crise économique et politique pour soulever le peuple et précipiter par là même la chute de la domination capitaliste ».**

Le Congrès de Bâle (1912) s'appuyant sur les éruptions révolutionnaires qui ont été les conséquences des derniers conflits internationaux affirme « que les prolétaires considèrent comme un crime de se tirer les uns sur les autres pour les bénéfices capitalistes, les rivalités dynastiques et les traités diplomatiques secrets ».

Jaurès commentant cette résolution déclare « Nous n'iront pas à la guerre contre nos frères, nous ne tirerons pas sur eux, si les choses en arrivent à une conflagration, ce sera la guerre sur un autre front, ce sera la révolution ». Et **Victor Adler** concluait : « L'heure approche où le prolétariat se servira des armes mises dans ses mains ».

La S.F.I.O. en 1911-1912, de même que la **C.G.T.,** estimaient que « c'est par un soulèvement unanime que la classe ouvrière de tous les pays doit répondre aux armées des gouvernements » ; « qu'elle est décidée à profiter de toute crise sociale pour recourir à une action révolutionnaire » et le Congrès Socialiste de Paris à la même époque considère comme particulièrement efficace « la grève générale simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés » pour liquider la guerre.

Dans aucune de ces résolutions, il n'est donc question du devoir de défense nationale. Seul le **Congrès de Limoges (1906)** vota une résolution qui faisait un devoir du prolétariat de défendre « sa patrie dans le cas où elle serait attaquée par une puissance étrangère». Mais l'opportunisme et l'incroyable confusionnisme de cette résolution sur la question de l'impérialisme (confusion qui n'était que le reflet de celle de la S.F.I.O. durant cette période) fit que, présentée à Stuttgart l'année suivante elle fut repoussée par le Congrès. « Comprenne qui pourra » disait d'ailleurs J. Guesde de cette résolution.

La II[e] Internationale cependant. tant la bureaucratie s'était largement adaptée à la société bourgeoise au cours de la période montante du capitalisme, trahit, au moment décisif, les intérêts du prolétariat et passa sur le terrain de la Défense Nationale.

Seul le Parti Socialiste Italien exigea le maintien de la neutralité absolue. Il était, à l'époque de la II[e] Internationale, de qualité exceptionnelle ; il avait exclu les opportunistes et chassé Mussolini de « L'Avanti » lorsque celui-ci préconisa l'entrée en guerre du côté des Alliés.

Tandis que les exclus s'adonnaient au social-chauvinisme et glorifiaient avec Plekhanov la Belgique héroïque, les diverses tendances révolutionnaires préparaient la guerre civile.

Mais au moment décisif, le prolétariat fut trahi par ceux qui s'intitulaient « révolutionnaires ». Très rares furent les heureuses exceptions à cette règle. Zimmerwald en fut la consécration.

Mais partout ailleurs, la trahison des partis socialistes fut telle qu'elle provoqua le mépris des pacifistes bourgeois eux-mêmes et l'enthousiasme des réactionnaires.

« Que penser de ces gens qui proclament la défense de l'Internationale au moment où ils l'abandonnent tout-à-fait ? Longuet lui, veut défendre la France des Encyclopédistes. Malheureusement c'est de la politique Poincaré-Delcasse qu'il s'agit expressément » a écrit le pacifiste Ermenonville.

Le « Temps » du 4 Août 1914 écrivait : « Jean Longuet, député socialiste, s'est écrié : si la France est envahie, comment ne serions-nous pas les premiers à défendre la France de la Révolution et de la Démocratie, la France de l'Ecyclopédie ? ». Défendons la France tout court. Ce que nous souhaitons, c'est une résultante : que l'on se batte pour l'amour de Dieu ou pour l'amour du Diable, cela nous est indifférent. Nous ne regardons pas aux fanions dont les couleurs passent inaperçues à la lumière du drapeau national ».

Jules Guesde, vieux leader des ouvriers français est ministre d'un gouvernement qui poursuit une guerre de banditisme impérialiste ; Plekhanov, sommet de la social-démocratie passe dans le rang des patriotes les plus enragés ; Kautsky dont la littérature s'écartait de plus en plus du marxisme révolutionnaire glisse vers une position moyenne ; et Scheidemann en Allemagne, Renaudel en France, Mussolini en Italie, Adler en Autriche, Vandervelde en Belgique, s'assimilent les nouvelles théories de Guesde, Plekhanov et Kautsky.

Tombola de la Soirée du 26-3-1938 Gilly

Bannière, 14066 — Beurière 14386 — Pot-à-lait, 14049 — Poêle à frire, 24453 — Ramassette, 20707 — Cafetière, 14863 — Casserole, 14539 — Sceau, 14805 — Casserole, 24341 — Cuvette, 14063 — Casserole, 18004 — Poêle à frire, 12432 — Bouilloir, 12006 — Casserole, 19401 — Sceau, 24452 — Cafetière, 18110 — Poêle à frire, 24102 — Pot-cuit-lait, 18219 — Casserole, 18246 — Cuvette, 14726 — Poêle à frire, 20577 — Casserole, 18554 — Bassin, 14442 — Casserole, 20969 — Poêle à frire, 18632 — Chargeur, 12162 — Casserole, 18094 — Lot friture gayolles, 24468 — Casserole, 20989 — Casserole à frites, 18883 — Casserole Bain-Marie, 19455.

EN FRANCE

Le Front Populaire livre le prolétariat à l'impérialisme

Dans «Révolution» du mois précédent nous avons défini textes à l'appui, les dangers de réaction sociale qui menaçaient le prolétariat français.

Nous affirmions avec force que Chautemps et les capitulards du Front Populaire en adoptant le Statut Moderne du Travail essayait de prémunir le capitalisme (les 200 familles) contre toute lutte revendicative de la part des ouvriers et paysans français. Le Statut Moderne du Travail, c'est la camisolle de force au cou du prolétariat, c'est un pas vers le renforcement de l'oppression capitaliste, vers la dictature fasciste.

Pour en arriver à cette solution, la bourgeoisie aidée par la politique perfide des radicaux, soutenus par les Blum et Thorez, a peu après la vague de Juin 1936 déclanché une offensive de grande envergure s'efforçant de réduire à néant les avantages sociaux et politiques que les travailleurs des usines et des champs avaient arrachés au patronat par l'occupation des entreprises.

Malheureusement cet assaut de la réaction est facilité par la capitulation des chefs réformistes et staliniens de la C.G.T. qui s'accrochent à la conciliation politique impuissantant les travailleurs qui pourtant aspirent à une riposte énergique.

Pour étayer nos accusations et nos affirmations, nous avons jugé indispensable de reproduire des extraits d'un discours prononcé par A. CROIZAT (stalinien, dirigeant de la C.G.T. et de la Fédération des Ouvriers Métallurgistes Français. Ce discours fut prononcé à la Chambre française, lors des débats sur le trop fameux Statut Moderne du Travail.

Le fond de la pensée de ces renégats, nous la trouvons dans les paroles suivantes :

Par contre du côté patronal, nombre d'éléments qui ont été, ces derniers temps, gravement compromis dans les affaires du complot, révèlent une fois de plus leur désir de se soustraire à tout accord avec la classe ouvrière, accord qui, pourtant, contribuerait à rendre plus normaux les rapports entre employeurs et salariés.

C'est de la bouche de Croizat, chef soi-disant communiste, le reniement total de toute politique de lutte de classe. Ces messieurs demandent aux patrons fascistes d'avoir de bons rapports avec les exploités !

Hypocrites et cyniques individus.

Après avoir adjuré messieurs les patrons d'être gentils, ce Croizat en est acculé a dévoiler la rapacité patronale et la complicité de l'Etat bourgeois du Front Populaire. Voyons ce qu'il dit :

L'expérience démontre qu'une des causes de l'effervescence et du mécontentement des travailleurs est dans la lenteur de la procédure de conciliation et d'arbitrage et dans les sentences elles-mêmes qui toutes, aboutissent à consacrer, en fait, une diminution presque constante de la capacité d'achat des salaires, les sur-arbitres refusant d'admettre le principe de rajustements conformes aux variations du coût de la vie.

Ce passage ne fait que confirmer ce que nous avons déjà écrit, c'est la condamnation irrémédiable de la politique syndicale des bonzes de la C.G.T., qui ont accepté et défendu l'arbitrage obligatoire.

Par voie de conséquences les libertés ouvrières et syndicales sont menacées à leur tour. Et nous lisons :

Les licenciements qui se sont produits au cours de ces derniers mois, comme je l'ai déjà indiqué, constituent la principale cause des conflits. Les délégués n'ont pas la sécurité désirable et les travailleurs en général, fiers de leur droit d'opinion, ne peuvent plus exprimer celle-ci librement. Le patronat réactionnaire ne se contente plus d'abuser du produit du travail du salarié ; il veut aussi empêcher ce dernier de professer une opinion politique, philosophique ou autre et le frappe, dans la plupart des cas, en raison du fait qu'il appartient à la C.G.T.

En lisant ce texte on croirait rêver. Comment ? Dans cette grande DEMOCRATIE REPUBLICAINE ! Les ouvriers en sont acculés à devoir renoncer à leurs opinions politiques et la liberté d'association s'ils veulent ne pas crever de faim !

Où sont les louanges des staliniens sur l'air bien connu, la France libre et heureuse ?

Malgré ces manifestations réactionnaires du patronat, Croizat veut la PAIX et supplie hypocritement les capitalistes de n'être plus capitalistes ! Voyons ces pleurnicheries...

En un mot, la classe ouvrière veut l'ordre. La grève n'est pour elle qu'une ultime nécessité qui lui est imposée très souvent par l'arbitraire et l'égoïsme patronaux.

La classe ouvrière applaudira si nous lui donnons le moyen de suppléer à la grève. Cela est possible si ses légitimes revendications peuvent être satisfaites par des moyens pacifiques si son salaire est garanti contre les graves variations du coût de la vie, si les portes de l'usine ne se ferment pas arbitrairement devant celui qui veut travailler.

Enfin, Croizat ne s'en cache plus. Il affirme à la bourgeoisie que lui et ses amis sont pour la défense de l'ordre capitaliste et que moyennant un os à ronger, ils se rangeront ouvertement dans le rang des adversaires acharnés de toute lutte directe des masses. La bourgeoisie a trouvé de nouveaux défenseurs pour son régime pourri... C'est Croizat qui nous en fait la démonstration en établissant le bilan de deux années de gouvernements FRONT POPULAIRE. Lisons :